

ARCOHİPEL

Journal du Forum Civique Européen

BOSNIE-HERZEGOVINE

Violences policières et solidarité

À la frontière croate de l'Union européenne, il se trouve des gens qui continuent à soutenir les réfugiés, malgré la répression.

Un vent glacial souffle sur le plateau collinaire abandonné, au sud de Bihac. Nous sommes à la mi-mars et pas le moindre signe de printemps. Ici, au bord de la route nationale menant à Sarajevo, à 26 km de là, se trouve le hameau de Lipa, un lieu tristement célèbre depuis Noël dernier: l'OIM (Organisation Internationale pour les Migrations) annonçait alors l'arrêt de ses activités sur le camp provisoire de réfugiés, les quelques 1000 habitant·es de ce lieu se retrouvant tout à coup livré·es à elleux-mêmes. Les images du campement en flammes et des réfugiés errant, perdu·es dans la neige ont été diffusées ici par nos media. L'OIM, organisation liée à l'ONU, gère plusieurs camps en Bosnie avec des fonds de l'Union européenne.

Daka à Lipa

Quelques mois plus tard, nous sommes retournées en Bosnie pour voir si la situation avait changé, ce que nous pouvions faire et pour rendre visite à des ami·es. L'un d'entre elleux, Daka, est géographe, militant pour la défense de l'environnement et des droits humains. Il a dirigé de nombreuses années durant *les Amis de la Terre de Bosnie* dont il est aussi le fondateur. Il est actuellement l'unique habitant bosniaque de Lipa et possède un terrain et une ruine à trois km du camp. Pendant la guerre, l'armée croate avait, ici, chassé la population serbe, sa famille aussi. Lorsque l'année dernière, le camp de réfugiés a été créé, Daka s'est installé dans un mobil-home au milieu des ruines de la ferme; il va puiser l'eau à une source dans les environs,

l'électricité est produite par deux panneaux photovoltaïques. Après l'arrêt de l'approvisionnement du camp par l'OIM, et face à une situation d'urgence extrême, en janvier et février, il a distribué aux réfugiés, sur son terrain, des colis alimentaires contenant de la farine, de l'huile, des oignons et autres produits de première nécessité, quatre fois par semaine - avec l'aide financière de la Cuisine collective de Zurich. Il était aussi possible de recharger son téléphone portable chez lui. Il a reçu la visite de la police à plusieurs reprises, mais ne s'est pas laissé intimider pour autant.

Ines à Sarajevo

Dans le centre de Sarajevo, Ines a créé une association d'utilité publique, Compass qui anime un centre de rencontre pour réfugiés et autochtones. Cinq bénévoles, pour la plupart des femmes, assurent la permanence du lieu du lundi au vendredi, avec un magasin gratuit où on trouve de l'alimentation, des vêtements, et parfois même des smartphones. On peut aussi s'y doucher et laver son linge. L'arrière-salle sert pour l'instant d'espace de stockage, mais est en réalité destinée à devenir un point de rencontre où les gens peuvent passer un moment. La communication avec les réfugiés passe par Messenger, WhatsApp et Instagram afin d'éviter que tout le monde

n'arrive en même temps. Au début, l'association comptait 30 personnes par jour, en ce moment ce sont 120 personnes en moyenne. Compass est connectée avec d'autres organisations, comme par exemple l'association de plongée au sein de laquelle les réfugiés peuvent apprendre à nager ou bien avec le mouvement des lesbiennes et des homosexuels. L'association coopère aussi avec le Danish Refugee Council (le Conseil des Réfugiés Danois), la Croix rouge et l'OIM.

L'association *Rahma* à Velika Kladusa

La situation à Velika Kladusa, petite ville à l'extrême nord-ouest de la Bosnie située directement à la frontière croate, s'est remarquablement détériorée depuis notre dernière visite. Le poste de premiers secours, installé dans un ancien bar et dirigé par des bénévoles internationaux, et la distribution de vêtements ont disparu de cet espace public. L'aide ne peut être apportée qu'en cachette, la nuit. Plusieurs groupes de bénévoles autochtones et internationaux se partagent les tâches et continuent malgré la criminalisation et les violences racistes. Dans le camp de réfugiés de Miral, pensé pour loger 700 personnes, vivent dans la promiscuité 1100 hommes voyageant seuls;

la gale sévit et le suivi médical est très mauvais. Dans les environs, 300 à 400 personnes vivent dans des bâtiments abandonnés, des squats, sans eau, sans courant ni fenêtre ou bien en plein air dans la forêt. La pandémie du virus Corona n'est ici qu'un problème parmi tant d'autres. Des bénévoles du pays ou étrangers subviennent aux besoins de ces personnes, dans la mesure du possible, avec de la nourriture, du bois de chauffage, des vêtements, et les soignent. Cela doit se passer

AZB 4001 Baile
Forum Civique Européen, 4001 Baile
Post CH AG



Photo Martin Leveueur

en cachette, car en Bosnie, seules les organisations caritatives officielles sont autorisées à le faire. Si les étrangères se font pincer par la police, elles doivent payer une amende et quitter le territoire.

Alma, une jeune enseignante, a créé avec des amies bosniaques l'association Rahma ("empathie" en arabe) pour régulariser son travail. Elle a déjà reçu des menaces de mort. Rahma dirige un entrepôt bien tenu avec des vêtements, des chaussures et divers produits sanitaires. Ses membres se rendent dans les squats avec leurs voitures personnelles pour distribuer des denrées alimentaires. D'autres Bosniaques font des dons ou bien proposent aux réfugiés leur douche ou lavent leur linge.

"Les Bosniaques sont des gens bien, mais la police croate est terrible" nous rapporte un jeune réfugié, qui le soir se met en route avec d'autres vers la frontière. S'il les se font attraper, la police croate refuse de traiter leur demande d'asile, détruit leurs portables, confisque toutes leurs affaires, les vestes chaudes et même les chaussures, et les chasse vers la Bosnie. Les réfugiés sont souvent frappés, poursuivis à travers le fleuve frontière glacé ou bien torturés.

Are You Syrious et Center for Peace Studies à Zagreb

Le *Border Violence Monitoring Network* (BVMN)*, un rassemblement de 14 organisations, observe et documente ces atteintes aux droits humains perpétrés aux frontières extérieures de l'Union européenne. Des volontaires de

cette organisation mènent depuis 2017 des interviews avec les personnes affectées par les *pushbacks* hors-la-loi et en font un rapport mensuel. Sur le chemin du retour, nous avons rencontré à Zagreb des militantes de *Are You Syrious* (AYS) et du *Center for Peace Studies* (CPS) qui coopèrent avec BVMN. Milena (AYS) fait un travail de plaidoyer pour la défense des droits humains auprès du parlement européen. En décembre dernier, elle a publié avec BVMN le *Livre noir des pushbacks*, un document de 1500 pages qui informe sur 900 cas de *pushbacks* irréguliers aux frontières extérieures de l'Union européenne, concernant plus de 12.000 personnes.

En s'engageant en faveur des droits humains, ces jeunes femmes courageuses s'exposent à la répression et aux calomnies de l'Etat croate. On accuse les membres de ces organisations d'être des passeuses, elles sont retenues des heures durant au poste de police sans mandat spécifique, menacées personnellement parce qu'elles critiquent le travail de la police des frontières. Ces tentatives d'intimidation ne s'arrêtent pas à la vie publique. Ainsi, le compagnon de Tajana Tadic, directrice de AYS, a été convoqué par les services de renseignements croates. Omer est Irakien, il a obtenu l'asile en 2018, fait très rare en Croatie. Lorsqu'il a refusé d'accepter l'offre des services de renseignements de collaborer avec eux, on lui a retiré son statut d'asile, sous prétexte qu'il menacerait la sécurité. Il a entre-temps quitté la Croatie d'où il peut à tout moment être expulsé. Selon les accords de Dublin, il peut cependant être renvoyé en Croatie, où il n'est pas en sécurité.

Appel

Nous vous demandons d'intervenir auprès du président de la Croatie, du ministre de l'Intérieur, de la défenseure du peuple (*ombudswoman*) et de l'ambassade croate de votre pays en envoyant une lettre de protestation pour soutenir Omer. Vous trouverez sur notre site web <forumcivique.org> une lettre type et de plus amples informations sur cette question.

Heike Schiebeck

Membre du FCE - Autriche

* <www.borderviolence.eu>

HAUT-PARLEUR

Toutes aux frontières

Une action féministe européenne pour une Europe sans murailles. Programme des rencontres internationales féministes à Nice, le 5 juin 2021.

13:30-17:00: Manifestation dans les rues de Nice

Début de la marche place Masséna à 13h30. Elle sera ponctuée de danses, de batucadas, de chants, de performances poétiques et de prises de paroles dans plusieurs langues. Des cerfs-volants, symboles de *Toutes Aux Frontières*, flotteront joyeusement dans le ciel.

17:30-23:00: Activités culturelles au 109*

Ensuite, à partir de 17h30 au 109, pôle des cultures contemporaines, moment de convivialité (buvette) et d'échanges, de films, de lectures et de concerts autour des thématiques Femmes et Migrations. La plupart des activités se dérouleront en extérieur. Au programme: lectures et performances, concerts, projection de films, etc. Quelques temps forts de la programmation au 109

Lectures (entre 17h30 et 19h)

Lampedusa beach de Lina Prosa par Emma Laurent & trois autres comédiens (30 min)

Sur les routes & L'humanité avant toute chose de et par Sabine Venaruzzo (50 min)

Concerts (entre 19h et 21h)

Wild roses, folk urbain (60 min)

Les dames de la Joliette, musique du monde (60 min)

Films (en extérieur à partir de 21h)

Frontières d'Apolline Traoré (90 min)

L'illusion du grand Boza, documentaire de Roxanne Calais et Marieke Braun (30 min)

D'autres activités sont prévues également en d'autres lieux de la ville de Nice (Librairies, lieux alternatifs) car l'accès au 109 sera limité par une jauge sanitaire.

Programme en cours de construction et sous réserves de confirmation avec la mairie de Nice et le 109. L'entrée se fera sur présentation de tickets (jauge oblige!) qui seront mis en vente à partir de la mi-mai (petite participation demandée de 5 euros pour couvrir les frais de déplacements des artistes bénévoles et la location de matériel).

Plus d'informations sur le site <toutesauxfrontieresfr.wordpress.com>.

* Le 109
89, route de Turin à Nice
04 97 12 71 13
<http://le109.nice.fr>
le109@chezjnice.fr

SUISSE/MIGRATION

#evacuerMAINTENANT

Mme Keller-Sutter et M. Gattiker sont-elles sourdes et muettes? Peu avant Pâques, le 29 mars 2021, la coalition #evacuerMAINTENANT et Amnesty International a organisé à Berne une conférence de presse et une action symbolique pour protester contre l'immobilisme de la politique fédérale et pour un accueil massif de migrant·es des îles grecques. Suivent des extraits du communiqué de presse et de l'intervention de Claude Braun, membre du FCE.

Les villes, les communes, les églises et une grande partie de la société civile sont prêtes à accueillir des réfugiés. Quand le Conseil fédéral les entendra-t-il enfin?

La Suisse peut et doit faire plus! Il y a un an déjà, 132 organisations et plus de 50.000 personnes ont appelé le Conseil fédéral à évacuer les camps de réfugiés grecs en accueillant un large contingent de personnes en quête de protection avec l'appel de Pâques, <evacuer-maintenant>. Depuis lors, les conditions de vie des personnes qui ont fui se sont à nouveau mas-

sivement détériorées en raison de la propagation mondiale de la pandémie et, surtout, de l'incendie qui a complètement détruit le camp de Moria le 9 septembre 2020.

Depuis, la Suisse officielle se contente de répéter qu'elle souhaite améliorer les conditions de vie des populations en apportant une aide directe sur le terrain. Fabian Bracher, membre de la campagne #evacuermaintenant, vit et travaille sur l'île de Lesbos et affirme clairement que cette promesse n'a pas encore été tenue: "Aujourd'hui, les gens vivent dans un nouveau camp

Archipel

Mensuel bilingue (F/D)

édité par le

Forum Civique Européen

Mai 2021 - Nr. 303

Prix du n°: 4 euros/7FrS

Abonnement annuel: 40 euros/60 FrS

Commission paritaire N° AS 75136

ISSN 1247-8490

Directrices de Publication:

Joëlle Meunier, Constanze Warta

Imprimerie: Ropress, CH-8048 Zürich

Forum Civique Européen

Association loi 1901

www.forumcivique.org

France:

St Hippolyte, F-04300 Limans

Tél: 33 (0)4 92 73 05 98

fr@forumcivique.org

Suisse:

Boîte postale 1848, CH-4001 Bâle

Tél: 41 (0)61 262 01 11

ch@forumcivique.org

Autriche

Lobnig 16

A-9135 Eisenkappel/Zelezna Kapla

Tél: 43 (0)42 38 87 05

at@forumcivique.org

Allemagne:

Ulenkrug, Dorfstr. 68

D-17159 Stubbendorf

Tél: 49 (0)39 959 23 881

de@forumcivique.org

Ukraine:

vul. Peremogi 70

UKR-90440 Nijne Selischtsche, Zakarpatia

Tel: 00380/31 42 512 20

ua@forumcivique.org

qui a été installé sur un ancien champ de tir. Le sol est empoisonné par le plomb et présente des risques importants pour la santé." Le camp n'est pas raccordé à l'eau et ne dispose pas d'une alimentation électrique adéquate. "Les personnes vulnérables, les malades chroniques, les personnes en situation de handicap physique et les personnes atteintes de cancer vivent dans les tentes du HCR¹ sur un sol froid", déclare Fabian Bracher.

De nombreuses offres ignorées

De nombreuses villes suisses ont également réagi avec inquiétude aux conditions de vie dans les camps grecs: au début de l'été 2020, elles se sont regroupées au sein de l'Alliance des villes et communes pour l'accueil des réfugiés. Les 16 villes et communes actuellement concernées souhaitent que la Suisse accueille davantage de réfugiés et se sont dites prêtes à accueillir ces personnes supplémentaires. En outre, une vingtaine de petites communes se sont déclarées prêtes à accueillir des réfugiés, indépendamment de l'alliance.

"Les villes de l'Alliance qui sont prêtes à accueillir des réfugiés ont déjà effectué plusieurs démarches auprès du Conseil fédéral", déclare Thierry Steiert, maire de Fribourg. "Mais nos offres sont toujours restées lettre morte". La conseillère municipale bernoise Franziska Teuscher déclare que l'Alliance est consciente que la politique d'asile est de la responsabilité du gouvernement, mais: "En collaboration avec le Conseil fédéral, les villes veulent trouver des moyens pragmatiques de mettre en

œuvre un accueil supplémentaire de réfugiés et une répartition de ces personnes entre les villes et les communes qui sont prêtes à les accueillir. Ceci pour atténuer les difficultés à court terme, mais aussi dans le cadre d'une évolution à plus long terme de la tradition humanitaire de notre pays." Raphael Golta situe principalement un manque de volonté politique au niveau fédéral. Pour le responsable des affaires sociales de la ville de Zurich, c'est clair: "Lorsque l'aide sur le terrain atteint ses limites, nous devons accueillir les personnes touchées dans notre pays." Il est vrai, dit-il, que la Suisse ne peut pas, à elle seule, atténuer toutes les difficultés qui se posent sur les routes migratoires mondiales. "Mais nous pouvons faire beaucoup plus que ce que nous faisons aujourd'hui".

Les Eglises se tiennent prêtes

En cas d'accueil supplémentaire de réfugiés, la Confédération recevrait également le soutien des Eglises. Franziska Driessen-Reding, présidente du Conseil synodal de l'Eglise catholique du canton de Zurich, déclare: "L'accueil des personnes qui fuient fait partie de l'ADN des églises chrétiennes, et pratiquement de leur mission fondamentale. En tant que chrétiennes, nous devons aider les réfugiés sans clarifier d'où elles viennent et s'elles peuvent donner des raisons 'justifiées' à leur fuite." L'Eglise catholique du canton de Zurich est prête à faire sa part, a-t-elle déclaré. "Le canton sait que nous sommes disponibles. Il appartient au gouvernement fédéral de donner en

fin un signe d'humanité. Nous serons prêts en tant qu'églises."

Enfin, les collectifs de grève des femmes expriment aussi leur inquiétude. Conscients que les personnes particulièrement vulnérables dans les camps de réfugiés grecs sont exposées à "des menaces et des violences psychologiques, physiques et sexuelles massives", les collectifs soutiennent clairement les demandes d'#evacuermaintenant.

Les tactiques dilatoires doivent cesser

L'équipe de campagne d'#evacuermaintenant est déçue de l'attitude passive du Conseil fédéral. En plus des revendications formulées dans la pétition, elle a envoyé de multiples pistes de solutions au Secrétariat d'Etat aux migrations et au Conseil fédéral. "De possibles vols d'évacuation, des logements civils disponibles et la volonté de nombreuses villes et communes suisses d'accueillir des réfugiés n'en sont que quelques exemples", explique Janine Bleuler. Pour elle, c'est clair: "Cette tactique dilatoire de la Confédération doit cesser!" Et Fabian Bracher d'ajouter: "Une réorientation de la politique migratoire européenne est nécessaire, une politique axée sur la solidarité, l'humanité et le respect inconditionnel des droits humains." La solidarité des villes et des communes est un moyen essentiel pour faire évoluer la situation à cet égard, ajoute-t-il.

Intervention de Claude Braun

Après le lancement de l'Appel de Pâques 2020, les huit plus grandes villes de Suisse s'y sont jointes pour soutenir l'évacuation des réfugiés des îles grecques. Plus tard, huit autres villes se sont ralliées à cette Alliance qui compte donc aujourd'hui seize villes.

En parallèle, le FCE a formulé une pétition aux communes suisses² qui a été diffusée aussi par d'autres organisations telles que Solidarité sans frontières, Vivre Ensemble et d'autres. Des milliers de personnes ont signé cette pétition et demandé à leur commune de se joindre à l'Appel. Le résultat est, qu'en plus des 16 villes de l'Alliance, 20 communes se sont engagées à participer à un accueil accru des réfugiés des îles grecques. Il s'agit de petites et grandes communes de presque tous les cantons. Vous trouverez ci-dessous la liste complète. Les deux plus petites communes sont Cormoret (BE) avec 491 habitants et Penthalaz (VD) avec 3283.

Dans leur déclaration, les communes s'exprimaient d'une façon différenciée. Sevelen en Suisse

orientale, par exemple, a explicitement calculé le nombre de personnes qui pourraient être accueillies: "(...) Des clarifications internes ont montré qu'à moyen terme, une famille pourrait être accueillie en plus du quota existant. Actuellement, 38 demandeur-euses d'asile et réfugiés vivent à Sevelen". Alors que la plupart des autres décisions engageaient les communes de participer à un accueil accru des migrants des îles grecques.

Pour terminer, j'aimerais citer une petite commune valaisanne: "Il ne relève pas de notre compétence de prendre la décision d'accueillir des réfugiés sur notre territoire. Cependant [...] chaque membre du Conseil communal a décidé de faire un don de 100 francs qui sera versé d'ici à la fin de l'année auprès d'une association caritative."³

Je rappelle, un peu plus sérieusement, que la ville de Wil (SG) où Mme Keller-Sutter commença sa carrière politique dans les années 1990, a rejoint l'Alliance des villes et fait ainsi preuve de bien plus d'humanité et d'intelligence que la Conseillère fédérale. En plus du manque cruel d'humanité du DFJP et du SEM envers cette tragédie, nous déplorons le refus de dialogue et de discussion avec les communes de la part de la Berne fédérale. Nous espérons que cet événement encourage Mme Keller-Sutter et M. Gattiker à changer de cap.

Article compilé par
Claude Braun, FCE-Suisse

1. Agence des Nations Unies pour les réfugiés

2. <<https://forumcivique.org/fr/artikel/aufruf-an-die-geminden-nehmt-gefluechtete-von-den-griechischen-inseln-auf/>>

3. Lettre de la municipalité de Grimisuat du 6.11.2020



Action «chaises vides» devant le Palais fédéral à Berne le 29 mars 2021

Membres de l'Alliance des villes au 15 mars 2021:

Baden, Bâle-Ville, Berne, Delémont, Fribourg, Genève, Kriens, Lausanne, Lucerne, Prilly, Spiez, Saint-Gall, Wil, Winterthour, Zurich
Autres communes qui ont rejoint l'appel:
Aarau, Arlesheim (BL), Bienne, Brugg (AG), Buchs (SG), Burgdorf, Cormoret (BE), Kriens (LU), Laufenburg (AG), Lenzburg (AG), Neuchâtel, Penthalaz (VD), Saignelégier (JU), Sainte-Croix (VD), Sevelen (SG), Soleure, Teufen (AR), Vernier (GE), Windisch (AG), Wohlen (BE).

ABONNEMENT

- Je souhaite continuer à recevoir Archipel, et m'abonne pour la somme de 40 euros / 60 FrS
- Je peux diffuser Archipel autour de moi et commandeN°, à régler après la vente
- Je souhaite que vous envoyiez à l'essai 3 N° d'Archipel aux personnes dont je vous joins l'adresse:

Nom:

Adresse:

Pays:

Profession/Organisation:

Téléphone:

Mail:

Par chèque ou mandat postal

Pour la Suisse:

PC 40_8523-5

St Johanns-Vorstadt 13

CH-4001 Basel. Libellé: Archipel

Pour les autres pays:

FCE, le Pigeonnier

F-04300, Limans

Les saisonnières de la fraise s'organisent

*"Nous avons besoin d'un monde où nous parlons de notre féminisme, de lutte des classes, d'antiracisme, de syndicalisme, d'écologie... Nous ne pouvons pas oublier toutes ces choses. Nous sommes complètement traversé·es par toutes ces oppressions. Nous sommes traversé·es par les questions de classe, de machisme, de patriarcat, de camarades étranger·es, la question de la racialisation, et nous devons travailler ensemble"**

Le secteur de production de fraises et autres fruits rouges à Huelva, en Andalousie, est l'une des principales zones exportatrices d'Europe. Il s'agit d'une agriculture hors saison qui produit ces fruits sous plastique pour les marchés européens. La rentabilité de cette culture repose sur l'intensification de la production par l'utilisation massive d'intrants (plantes brevetées, plastiques, produits agrochimiques...) qui conduit à l'épuisement des ressources naturelles (eau, sols, ...) et au maintien d'une faible rémunération pour la main-d'œuvre. Pour ce faire, la féminisation et la racialisation de la main-d'œuvre ont été la principale stratégie déployée dans le secteur depuis des décennies. Comme dans d'autres domaines de l'agriculture intensive, l'emploi de femmes autochtones et migrantes sous différents régimes a été la principale stratégie entrepreneuriale pour maintenir des bas salaires et imposer des conditions de travail et de vie extrêmement précaires.

C'est dans ce contexte que se sont implantées les propositions féministes, antiracistes et de classe du collectif des journalières en lutte de Huelva, un collectif autogéré composé de travailleuses du secteur, né en 2018 du ras-le-bol vis-à-vis de conditions de travail de plus en plus abusives.

La révolte des saisonnières marocaines en 2018

L'année 2018 est l'année où le silence qui entoure les conditions de vie et de travail des travailleuses saisonnières du secteur de la fraise à Huelva commence à se briser. Tout d'abord, la publication fin avril d'un rapport dénonçant les viols et abus sexuels subis par les travailleuses marocaines a attiré l'attention internationale sur le système des "contrats en origine". Ce programme de travailleuses saisonnières dans l'agriculture, qui peut rappeler le programme français OMI, s'adresse depuis 2006 exclusivement aux

femmes marocaines ayant des responsabilités familiales et est présenté depuis des années par les autorités comme un modèle exemplaire de "gestion éthique et ordonnée de la migration". Un système financé par l'Union européenne qui, malgré la vulnérabilité dans laquelle il place les travailleuses et l'ampleur des violations des droits dans les domaines dénoncés depuis des années par des organisations de différents types, a réussi à faire taire les critiques et à écarter les contestataires.

Début juin de la même année, les travailleuses marocaines de l'entreprise Doñana 1998, soutenues par le Syndicat des travailleurs andalous (SAT), ont tenté de dénoncer les ruptures de contrat et les abus sexuels dans l'entreprise. L'employeur a organisé le retour au Maroc de toutes les travailleuses de son exploitation, alors que leur contrat n'était pas terminé. L'objectif était de les empêcher de ratifier leurs plaintes auprès de l'inspection du travail. Cependant, les travailleuses, une centaine de journalières, résistent et refusent de monter dans les bus. Les réseaux sociaux retransmettent l'évènement, les médias locaux et nationaux se font l'écho de la situation. Neuf d'entre elles déposent plainte devant les tribunaux pour exploitation et abus sexuels. Au cours de ces mois, des manifestations de soutien aux travailleuses agricoles de Huelva ont été organisées dans différentes villes espagnoles et l'exploitation des saisonnières de Huelva commence à être connue par l'opinion publique.

La mobilisation des travailleuses de Doñana 1998 sera l'étincelle qui réactivera l'organisation et la lutte des journalières du secteur. La mobilisation des journalières n'est pas une nouveauté dans cette région productrice de fraises qui a connu d'importantes mobilisations comme celles

menées dans les années 1970 par les familles de saisonnières andalouses pour améliorer les salaires et les conditions de travail, et celles menées autour de l'an 2000 par les travailleuses migrantes réclamant de meilleures conditions de travail et une régularisation. En fait, la mise en œuvre de programmes d'embauche à la source était une réponse à ces récentes mobilisations d'hommes d'affaires locaux qui cherchaient à remplacer cette main-d'œuvre par des travailleuses saisonnières sous contrat pensant que, étant des femmes, ne venant que quelques mois par an et dépendant légalement de l'accord de l'employeur pour revenir lors des saisons suivantes, elles accepteraient plus facilement les conditions imposées et "feraient moins de problèmes". La division ethnique, sexuelle et juridique de la main-d'œuvre induite par l'introduction des contrats, le manque de combativité des syndicats majoritaires, l'absence d'inspection du travail et la crainte de représailles contre les voix dissidentes dans un contexte où l'emploi dans ce secteur constitue le principal moyen de subsistance des travailleuses autochtones et étrangères, ont facilité l'impunité pour la violation des droits pendant longtemps.

Cependant, si les programmes des ouvrières agricoles saisonnières sont conçus pour réduire la capacité de ces dernières à s'organiser et à réagir, elles finissent toujours par surmonter les obstacles et trouver des moyens de résister aux conditions imposées².

Un féminisme de classe et antiraciste

En 2018, le germe de ce qui sera deux ans plus tard le collectif *Jornaleras de Huelva en Lucha* commence à prendre forme. Comme le souligne Ana, l'une des fondatrices du collectif et actuellement médiatrice syndicale, l'idée

est née de l'échange d'expériences d'exploitation entre journalières marocaines et espagnoles et a été motivée par la révolte des travailleuses marocaines de Doñana 1998. Après avoir participé la même année à une initiative de médiation syndicale du SAT, Ana, Najat et d'autres camarades virent la nécessité de s'organiser elles-mêmes pour défendre leurs droits:

"Nous avons décidé que c'est nous qui devons mener la lutte, nous sommes celles qui la connaissent et la vivent"³.

C'est ainsi que naît le Collectif *Journalières en lutte de Huelva*. Le noyau le plus actif est un petit groupe de saisonnières, mais il est désormais un point de référence dans le secteur lorsqu'il y a des problèmes de travail ou autres. Parmi les membres, on trouve des travailleuses roumaines, marocaines et espagnoles, elles vivent dans des bidonvilles et servent de lien dans leurs propres réseaux. Cette composante transnationale est essentielle pour organiser la lutte dans un secteur où la segmentation ethnique, sexuelle et administrative a été utilisée par les employeurs pour diviser la main-d'œuvre. C'est pour cette raison que la lutte féministe et antiraciste est l'un des principaux piliers du collectif. La préférence actuelle pour les travailleuses étrangères sur de nombreux lieux de travail agricole alimente les sentiments de rejet au sein de la population autochtone, les discours racistes et empêche la solidarité entre les travailleuses, ce qu'elles tentent de combattre. En conséquence, parmi leurs revendications, figure la régularisation de toutes les travailleuses étrangères, une exigence qu'elles considèrent fondamentale pour mettre fin à la violation des droits permettant l'irrégularité légale et pour permettre d'avancer dans l'organisation collective.

"Nous avons donc mis en place



un réseau là-bas, dans lequel il y a aussi quelques camarades roumaines en charge du secteur roumain. Et chaque fois qu'il se passe quelque chose quelque part, elles m'appellent directement au téléphone et me disent: 'écoute, il est en train de se passer ça' et nous le dénonçons ou nous voyons ce que nous devons faire à ce moment-là. Avec les Marocaines, c'est pareil, nous avons Najat qui travaille comme traductrice et puis dans la colonie de Palos de la Frontera et Lucena del Puerto nous avons aussi des camarades qui ont organisé leurs propres réseaux de résistance."

Les autres champs d'action de ce collectif sont la médiation syndicale, l'impact politique, la dénonciation publique et le soutien mutuel.

Le collectif assure la médiation, l'information et le conseil en matière de droits du travail. La difficulté d'accès aux lieux de travail et le contexte de la pandémie actuelle les ont amenées à adapter leurs formes d'action. Par le biais de réseaux sociaux tels que WhatsApp ou Facebook, le téléphone ou le bouche à oreille, les travailleuses font part de leurs problématiques au Collectif qui se charge de négocier directement avec les employeurs, de les dénoncer à l'inspection du travail et/ou à la presse, selon la situation. Parmi les situations traitées, on trouve les salaires impayés, le manque de jours et d'heures de repos et d'autres violations de la convention collective.

[...]

Le travail du collectif permet de dénoncer et de faire pression pour mettre fin à l'exploitation, tout en protégeant l'identité des travailleuses, ce qui est fondamental dans un secteur où s'opposer peut facilement entraîner la perte de son emploi. Nous avons le soutien de la Coopérative des avocates andalouses de Séville, elles fournissent des conseils juridiques en matière de droit du travail et accompagnent plusieurs procédures judiciaires.

Un autre axe fondamental d'intervention est celui de la santé, via la plateforme "Yo Sí Sanidad Universal", pour la santé universelle. Un mouvement de désobéissance civile a vu le jour, qui défend un système national de santé pour toutes et tous suite à la réforme de l'assurance maladie en 2012. Avec d'autres organisations, elles ont créé une plateforme de personnes travaillant dans le secteur de la santé pour tenter de faciliter l'accès au droit à la santé pour les migrant·es. La difficulté d'accès aux services de santé, comme la couverture légale en cas de ma-

ladie grave, sont des problèmes auxquels sont confronté·es les ouvrier·es agricoles, les migrant·es saisonnier·es recruté·es dans leur pays d'origine ainsi que ceux et celles en situation irrégulière.

De plus, le collectif a été très actif pour dénoncer publiquement à travers son site web, les réseaux sociaux, en donnant des interviews et en participant à des journées d'information, la violation des droits du travail et les conditions indignes des centaines de travailleur·euses saisonnier·es vivant dans des bidonvilles de la région sans accès aux services de base tels que l'électricité ou l'eau. Comme le souligne l'une des porte-paroles du collectif, réussir à mettre en lumière et à médiatiser les conditions de travail et de vie des travailleur·euses saisonnier·es du secteur est sans aucun doute l'une des principales réussites du collectif.

L'agriculture intensive est souvent liée à son impact sur l'environnement, la santé ou la destruction de la production paysanne, en revanche, les multiples formes de violence à l'encontre des travailleur·euses dans les champs de l'agriculture mondiale sont trop souvent invisibles.

Enfin, bien que critique à l'égard de l'aide sociale, le collectif est conscient des situations extrêmement précaires auxquelles sont confrontées de nombreuses personnes qui travaillent dans les champs. Pour cela, il soutient matériellement ces ouvrier·es agricoles en les mettant en lien avec d'autres organisations et ressources. C'est le cas de la participation au "couloir humanitaire": un espace établi dans une zone dévastée par la guerre ou une catastrophe pour permettre le passage d'aide humanitaire, ou dans ce cas-là, pour permettre aux Marocaines de rentrer chez elles malgré la fermeture des frontières, qui a été créé après la crise du COVID-19, pour soutenir les bidonvilles.

Réseaux de soutien et de solidarité

Le collectif *Journalières en lutte de Huelva* est une initiative entièrement autogérée. Jusqu'en avril dernier, le soutien de la Société coopérative des avocates andalouses leur a permis d'assurer le salaire d'une médiatrice syndicale et d'une traductrice marocaine. Il mène actuellement une campagne de *crowdfunding* sur <Goteo.org> afin de financer ces emplois, ce qui leur permettra de poursuivre leur travail de soutien aux journalières pendant la saison agricole actuelle.

Dans son travail quotidien, le

collectif collabore avec des organisations locales féministes et de soutien aux migrant·es, formant un large réseau de soutien et de résistance. Avec certaines de ces organisations, comme les femmes de chambre, les "Kelly's", le Collectif des travailleur·euses africain·es de Huelva ou les ouvriers métallurgistes, il a formé un nouveau syndicat: le Syndicat ouvrier andalou. Pour les membres du collectif, la création de ce syndicat est un pas de plus vers l'auto-organisation des travailleur·euses qui leur permettra de se réapproprier l'action syndicale à laquelle les grands syndicats ont renoncé, d'être présent·es sur le lieu de travail et de pouvoir participer, un jour, à la négociation de leur convention collective. Il s'agit d'un syndicat créé à partir de la base, à caractère horizontal, féministe et structuré en fédérations, dans lesquelles chaque collectif peut mener sa propre lutte, en col-

laborant les uns avec les autres. Les travailleuses saisonnières de Huelva continuent d'avancer dans leur lutte contre les multiples oppressions qui les touchent.

Pour en savoir plus et collaborer avec le collectif des travailleuses saisonnières en lutte de Huelva <jornalerasenlucha.org> <facebook.com/jornalerasenlucha> <goteo.org/project/jornaleras>

Ana Pinto, porte-parole du collectif des journalières en lutte de Huelva*

*Interview dans l'émission *Passeuses d'infos* sur Radio Zinzine, mars 2021 <http://zinzine.domainepublic.net/?ref=5631>.

1. "Violées dans les champs européens", Pascale Muller et Stephania Prandi. Disponible sur: <buzzfeed.com/pascalemueller/violadas-en-campos-europa>.

2. Burawoy M. (1976). *The Functions and Reproduction of Migrant Labor: Comparative Material from Southern Africa and the U.S.* *American Journal of Sociology*, 5.

3. Entretien avec Ana Pinto, porte-parole du collectif des saisonnières en lutte de Huelva.

VENEZUELA

Le vélo, une réponse à l'embargo sur le diesel

Les nouvelles positives en provenance du Venezuela se font rares ces dernières années. Le successeur désigné d'Hugo Chávez, Nicolás Maduro, a été élu président du Venezuela en 2013. En 2019, Juan Guaidó, alors président du Parlement, s'est autoproclamé président par intérim et a été reconnu comme nouveau président par les Etats-Unis, certains Etats de l'UE et plusieurs autres pays. Il n'est aujourd'hui toujours pas au pouvoir, au contraire son influence ne cesse de diminuer.

Et pendant que les éléphants se battent, l'herbe en souffre. La population se débat depuis des années avec l'effondrement économique du pays. La pénurie s'étend à presque tous les secteurs: alimentation, santé, pièces détachées, eau potable, électricité, gaz pour cuisiner, etc. Entre la corruption, les embargos économiques, la mauvaise gestion et l'effondrement de la monnaie, il n'y a pas d'issue en vue: 3,7 millions de personnes environ ont quitté le Venezuela ces dernières années¹.

Les membres de la coopérative CECOSOLA ne se sont pas laissés abattre et continuent à construire, dans un processus collectif qui dure depuis plus de 50 ans, l'avenir qu'elles souhaitent, un avenir sans hiérarchie². Autour de la mégapole de Barquisimeto, dans l'Etat de Lara dans le centre-ouest du pays, elles ont établi un

vaste réseau de coopératives. En 2017, elles ont approvisionné sur leurs propres marchés 100 000 familles par semaine en denrées alimentaires et autres produits du quotidien, soit un total de 10 000 tonnes de marchandises par mois. A eux seuls, les fruits et légumes vendus représentent 600 tonnes par semaine, provenant principalement de leurs propres coopératives de production. En 2009, le service de santé déjà existant a été étendu avec le centre de santé CICS. Il s'agit d'un petit hôpital offrant un large éventail de thérapies. Là et lors de consultations décentralisées, 220 000 personnes ont reçu des soins médicaux. Des dizaines de milliers de familles sont également impliquées dans les systèmes de caisse d'épargne, d'assurance maladie et de fonds funéraires.

Chaque nouvelle étape de la crise vénézuélienne place CE-

COSESOLA devant des défis inattendus et l'oblige à se réinventer. Les plus de mille membres, qui gagnent leur vie dans les différentes structures du réseau, discutent de tous les problèmes majeurs dans diverses réunions plénières et trouvent ensemble une solution qui leur convient dans chaque situation. Les cerueils sont désormais en bois, faute de métal, les interminables files d'attente devant les marchés sont désormais organisées avec des cartes à puce et attribution aléatoire de numéros d'attente, l'achat des semences a été organisé collectivement entre toutes les coopératives de production agricole, les voitures privées mises à disposition pour un usage collectif bénéficient d'un approvisionnement collectif en pièces détachées, etc.³

Depuis quelques mois, un nouveau défi se profile à l'horizon. Le Venezuela, le pays qui possède les plus grandes réserves de pétrole du monde, est à court de carburant. Sa propre production s'est effondrée en raison d'une mauvaise gestion et d'un manque de pièces détachées. Jusqu'au début du mois de novembre 2020, les Etats-Unis ont toléré que le gouvernement vénézuélien échange avec des multinationales du pétrole brut contre du diesel, malgré les sanctions économiques. Quelques jours avant l'élection présidentielle états-unienne, l'administration Trump a interdit cette solution d'approvisionnement et la nouvelle administration s'occupe pour l'instant d'autres problèmes⁴. La situation au Venezuela devient chaque jour plus préoccupante. Les transports de personnes et de marchandises ainsi que l'alimentation électrique d'urgence deviennent inaccessibles car la plupart des véhicules et des générateurs électriques fonctionnent avec des moteurs diesel. Il est évident que ces sanctions affectent l'ensemble de la population. A ce titre elles devraient être classées contraires au droit international et cesser immédiatement.

En attendant, la fin de l'embargo n'est toujours pas pour aujourd'hui et CECOSOLA est également très inquiet. Sans diesel, les produits agricoles ne peuvent être transportés de la campagne vers la ville. Les prochaines récoltes risquent de pourrir dans les champs, la plupart des sites de production se trouvant à plusieurs heures de route de Barquisimeto, ce qui rend les transports alternatifs difficiles. Et même lorsque les fruits et légumes arrivent en ville, sans électricité, ni les lumières, ni les caisses enregistreuses, ni les ordinateurs ne fonctionnent – sans parler des équipements médicaux

au centre hospitalier CICS. Malgré cette situation très tendue, les membres de la coopérative restent fidèles à l'un de leurs principes les plus importants: ne pas consacrer de temps et d'énergie dans les jeux de pouvoir, ne pas s'impliquer avec les forces qui veulent prononcer des sanctions ou façonner la société par le haut. Ils préfèrent continuer à construire des structures par le bas qui ébranlent les fondements du capitalisme, qui ne se concentrent pas sur la croissance et les profits mais sur les personnes et leurs besoins fondamentaux. Leur organisation sans patron ne met la responsabilité du résultat entre les mains de chacune. Une grande confiance ainsi que de nombreuses compétences créatives et pratiques se sont ainsi développées au cours de 50 années d'expérience. Pour certaines personnes, ce n'était pas le bon "job" et elles ont quitté CECOSOLA. Celles et ceux qui sont restés au fil des années et des décennies façonnent au quotidien un processus impressionnant de transformation personnelle, collective et sociale.

CECOSOLA adopte également face à la pénurie de diesel une approche très personnelle, bien différente des pratiques locales. Ainsi les membres de la coopérative se concentrent actuellement à accroître la pratique du vélo. Dans un pays où, pendant longtemps, un plein d'essence coûtait moins cher qu'une bouteille d'eau, les adultes ne se déplacent pas à vélo dans la vie quotidienne. Le vélo est considéré comme un jeu pour enfant ou un équipement sportif. Il y a un an et demi, un changement de perspective s'est amorcé à Barquisimeto. Lors de la visite de deux membres de la coopérative à des projets collectifs en Allemagne, où l'accent était plutôt mis sur les structures alternatives de santé et d'éducation, c'est la rue qui s'est avérée être la plus inspirante! D'une part, les "Fridays for Future" et d'autre part la fascination de voir les jeunes et les moins jeunes circuler partout à vélo dans les rues. Cela semblait une bonne solution pour remédier à la pénurie chronique de pièces détachées pour les voitures et d'une pierre deux coups de faire quelque chose pour la protection du climat. Immédiatement après leur retour au Venezuela, les premiers cours pour apprendre à faire du vélo ont été organisés et les premiers vélos réparés. Des places de stationnement dédiées sont actuellement créées sur les marchés et de plus en plus de nouveaux/elles cyclistes sont recrutés grâce à des excursions de groupe à vélo. Etant donné que, même dans la situation ac-

tuelle qui se dégrade, il ne faut pas consacrer d'énergie au lobbying contre les sanctions, la poursuite de l'expansion de la flotte de vélos est la meilleure solution pour rester mobile plus longtemps. Le vélo permet désormais d'économiser chaque goutte de carburant pour les transports importants. En outre, les nombreux autres avantages de cette solution, mise en place dans une situation de nécessité, se font jour: les gens risquent moins d'être infectés par le Covid-19 qu'avec des trajets partagés, c'est un mode de transport avantageux pour la santé, il représente également un gain de temps car moins de voitures doivent attendre pendant des heures et des jours devant les stations-service et les réparations de voitures ainsi que l'achat de pièces de rechange peuvent être partiellement éliminés. Il est actuellement impossible de prévoir combien de temps cette solution

de secours devra tenir et si elle pourra effectivement faire face à tous les transports importants des prochaines semaines et peut-être même des prochains mois, car il existe toujours une dépendance, même réduite, vis-à-vis du carburant. Il faut espérer que l'énergie et l'endurance de CECOSOLA seront à nouveau suffisamment grandes pour survivre à cette crise.

Kathrin Samstag,
FCE-Allemagne
en coopération avec
le réseau de CECOSOLA
et au nom du groupe
transcontinental d'Intercambio

1. <https://news.un.org/es/story/2020/06/1476202> (21.04.2021)

2. Un court métrage sous-titré montre l'histoire et l'activité de CECOSOLA sur leur site web <https://cecosola.org/acerca-de/>

3. Les membres du réseau montrent plus d'exemples dans leur film "Reinventándonos" sur youtube.

4. <https://amerika21.de/analyse/249246/trump-biden-venezuela-dieselknappheit> (21.04.2021)

SUISSE / AGRICULTURE

Initiatives populaires pour une autre agriculture

Au mètre carré de surface agricole, la Suisse est un des pays qui utilisent le plus de pesticides.

Aujourd'hui, le mode de production de notre alimentation est dominé par l'agro-industrie et des politiques agricoles favorisant les grandes exploitations et, partant de là, les monocultures et la concentration des élevages dans des unités de plus en plus grandes. Les pesticides et antibiotiques de ce mode de production affectent aussi gravement la santé des paysannes et ouvrières agricoles ainsi que celle des consommateurs/trices des aliments contaminés. Il n'est d'ailleurs pas étonnant que de plus en plus de communes en retrouvent des traces, dépassant les normes autorisées, dans l'eau potable.

En juin, les citoyen·nes suisses pourront voter sur deux initiatives populaires, l'une demandant "une Suisse sans pesticides de synthèse" et l'autre dénommée "Pour une eau potable propre et une alimentation saine – Pas de subventions pour l'utilisation de pesticides et l'utilisation d'antibiotiques à titre prophylactique".

L'acceptation de l'une ou de l'autre de ces deux initiatives amènerait des changements im-

portants dans la politique agricole suisse, plus que nécessaires face à la dégradation de l'environnement, la perte de biodiversité et l'empoisonnement des ressources naturelles. Certes, les deux initiatives peuvent choquer par leur radicalité et quelques aspects difficiles à mettre en pratique dans un court laps de temps. Mais, dans l'essentiel de leur contenu, elles vont dans la bonne direction. Et puis, nous connaissons aujourd'hui les graves conséquences des politiques agricoles suisses et européennes priorisant des critères de marché éphémères au détriment du maintien des ressources et des écosystèmes de la planète ainsi que de la santé des populations. Qu'attendons-nous donc pour agir et mettre la priorité sur des modes de production plus humains, garantissant une bonne alimentation pour nous et les générations futures? Soutenir résolument ces deux initiatives populaires, le 13 juin prochain, peut constituer un levier important dans cette direction.

Raymond Gétaz
Membre du FCE Suisse

Une pétition pour une autre agriculture

Exploitation de migrant·es, épidémies dues aux élevages industriels, empoisonnement des eaux et des sols, destruction des ressources naturelles sont quelques-unes des conséquences d'une agriculture de plus en plus industrialisée. En Suisse, nous pouvons influencer les bases légales de la production alimentaire par des pétitions, des initiatives populaires et de nombreux autres instruments de la société civile.

Ainsi, la "Plateforme pour une agriculture socialement durable" (Agrisodu) s'efforce depuis plus de 20 ans d'exiger de meilleures conditions de travail pour les employé·es agricoles: par exemple, assujettir les emplois agricoles au code du travail ou établir un contrat-type de travail uniforme au niveau national (CTN). Mais la Confédération, de nombreux cantons et surtout l'Union suisse des paysans font la sourde oreille et inventent sans cesse de nouveaux arguments pour ne pas

agir. A souligner, pourtant, que le canton de Genève a fixé la durée maximale hebdomadaire de travail à 45 heures, un résultat direct des revendications d'Agrisodu. En revanche, une interpellation au parlement de la conseillère nationale Meret Schneider, qui attirait l'attention sur les mauvaises conditions de travail dans l'agriculture, a été rejetée par le Conseil fédéral et reste ajournée au Parlement.

Bien que l'alimentation soit clairement l'un de nos besoins des plus fondamentaux, les personnes

travaillant dans l'agriculture n'ont pas été et ne sont toujours pas reconnues pour leur engagement indispensable. L'existence de nombreuses fermes est menacée et malgré des journées de travail plus longues que la moyenne, les salaires des employé·es agricoles sont souvent inférieurs aux salaires minimums admis. Une grande partie de ce que nous mangeons passe par les mains de personnes qui sont traitées indûment et vivent dans des conditions précaires. Nous vient à l'esprit l'exploitation, souvent décrite, des personnes récoltant des légumes hors-saison dans la région d'Almeria en Andalousie ou de celles cueillant des tomates dans les Pouilles. C'est pourtant dans presque tous les pays européens que nous trouvons dans l'agriculture des conditions inacceptables similaires.

En Suisse, selon des estimations, 8000 personnes sans-papiers sont employées dans l'agriculture et celles-ci ne bénéficient même pas d'une protection sociale minimale. Quant aux contrats-types en vigueur pour les employé·es agricoles régulier·es, chaque can-

ton a sa propre réglementation. Celle-ci varie fortement d'un canton à l'autre et autorise une durée de travail hebdomadaire allant jusqu'à 66 heures. Des horaires d'autant plus scandaleux que de nombreuses activités agricoles se différencient de moins en moins du travail dans l'industrie.

Les interventions étant bloquées au niveau fédéral, Agrisodu et le groupement "Résistance au plat du jour" ont décidé de lancer une pétition dans les deux grands cantons de Berne et de Zurich, qui autorisent encore des durées de travail de 55 heures. De meilleures conditions de travail dans ces deux cantons seraient un signal important pour les autres. Les pétitions peuvent être téléchargées sur <www.agrisodu.ch>. Vous et vos ami·es pouvez les signer même si vous ne vivez pas à Zurich ou à Berne.

Avec des aliments produits dans de bonnes conditions sociales, nos mets seront d'autant plus succulents!

Raymond Gétaz

Agrisodu et

Résistance au plat du jour

L'Etat nucléaire français contre la résistance à Bure

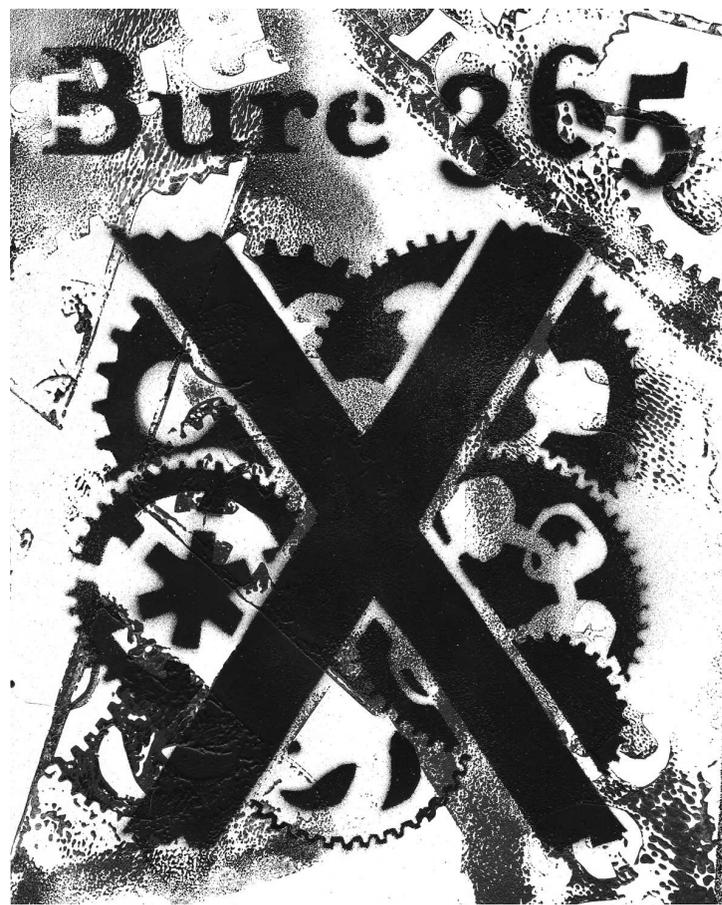
Début juin débutera à Bar-le-Duc le procès contre une soi-disant "association de malfaiteurs/trices" que l'Etat a construite à partir de personnes engagées dans la lutte contre le projet de poubelle atomique à Bure.

Il y a beaucoup de bonnes raisons de critiquer le renforcement de la criminalisation du mouvement écologiste et des parallèles à observer quant aux attaques portées contre la gauche dans toute l'Europe. Pour les antinucléaires et tant d'autres qui s'engagent contre la nouvelle droite, l'injustice globale, les lois sécuritaires et les mesures avantageant toujours les mêmes, une chose devient de plus en plus claire: le malfaiteur, c'est l'Etat. La lutte contre le projet de stockage définitif CIGEO s'est renforcée depuis 2015. De nombreuses manifestations et actions en partie directes sont devenues quotidiennes dans la province lorraine de la vallée de la Meuse, surtout durant les années 2016 et 2017. Le "laboratoire de recherche" a été attaqué à plusieurs reprises. Des grilles sont tombées, des vitres ont été brisées et des entreprises impliquées ont

subi des attaques informatiques. La résistance de Bure s'est alors popularisée, plus spécialement à partir de l'occupation du bois Lejuc de juin 2016 à février 2018.

La réponse de l'Etat nucléaire français n'a pas laissé attendre sa réponse. La surveillance et la répression allaient croissant, suivies d'une véritable militarisation du territoire et de stationnement d'escadrons de gendarmerie. Certain·es se sont même fait arrêter pour possession de pelles à tarte, même si d'autres interventions étaient largement moins rigolotes. Des milliers d'heures d'écoute contre les écologistes, des condamnations pour des fariboles et des interdictions de territoire pour plusieurs années ont été prononcées dans environ 50 cas par le tribunal de Bar-le-Duc.

Le tout est passé à la vitesse supérieure en 2018 avec l'ouverture



Bure 365, 2014-2015

d'une enquête pour "association de malfaiteurs/trices". Après une douzaine de perquisitions menées quelques jours après la manifestation de 3.000 antinucléaires dans la capitale du département de la Meuse en juin, douze militant·es ont progressivement été visé·es par la procédure: des étudiant·es, maraîchers, sans-emploi, travail-

leurs/ses, artistes, journalistes et un avocat. Pendant toute la durée de l'enquête, qui s'est étirée jusqu'en décembre 2020, les contrôles judiciaires étaient déjà une lourde punition. Les inculpé·es n'avaient pas le droit de rentrer en communication les un·es avec les autres, de fréquenter une partie de la région ni de quitter le territoire national.

Comme dans d'autres villes françaises et beaucoup de pays européens, l'Etat fait usage de ses armes les plus lourdes contre les mouvements contestataires. De partout, il fabrique des bandes criminelles dans nos rangs, tandis que des mouvements d'extrême droite s'en tirent avec du sursis, quand ce ne sont pas les services de renseignement et de police qui se chargent de les couvrir. Les procédures en Europe se comptent par douzaines et le "Groupe de Bure" est un exemple flagrant pour le constructivisme étatique branlant mis en œuvre sur la base d'indices les plus minces. Le cas montre à quel point le mouvement écologiste est une épine dans la chair du capital, car le "centre d'enfouissement nucléaire définitif" serait une étape décisive pour l'avenir de cette technologie mortifère.

Récemment, en Allemagne aussi, c'est avec une violence policière accrue que le mouvement écologiste s'est vu reprimer, que ce soit à Hambach, Flensburg ou dans la forêt de Dannenroed. Les suites des contestations légitimes au G20 de Hambourg se font toujours ressentir avec de la censure, des perquisitions, arrestations et constructions d'"associations de malfaiteurs/trices" aux niveaux national et international. Même la SOKO-Black-Block, commission d'enquête spéciale, s'est mêlée – encore une fois sur des bases juridiques très discutables – aux perquisitions en Meuse, estimant y trouver "des plus dangereux". La répression marche et s'étend de plus en plus à un niveau transfrontalier et partout le schéma est le même: quand il n'y a que peu de faits matériels mais que l'attitude politique devient trop claire, l'Etat se construit des organisations criminelles. Ici et ailleurs, les enquêteurs politiques cherchent des raisons pour impliquer la justice qui par la suite vient contraindre le quotidien de militant·es engagé·es en projetant des "organisations terroristes" à partir de feux d'artifice, de tracts, de bousculades, de détergent pour toilettes et de bouteilles de pinard vides. Peu importe qu'il s'agisse d'antifas, d'anarchistes ou d'écologistes, il s'agit de faire taire une critique radicale venant de la gauche. Le but est d'intimider, de surveiller et de punir de plus en plus, que ce soit pour des faits matériels, l'expression d'opinions malvenues ou la tentative de s'organiser contre ce système avec les moyens les plus modestes.

Du 1er au 3 juin, ce sont finalement trois personnes de la lutte de Bure qui vont être accusés d'avoir formé une "bande de malfaiteurs/trices" et quatre autres

inculpés pour détention présumée de "matériaux explosifs" et/ou participation à des rassemblements non-autorisés en 2017. Une mobilisation à de nombreuses activités en soutien aux inculpés est en cours. C'est à la place de tout un mouvement que l'Etat nucléaire poursuit et voudrait punir les camarades à Bar-le-Duc. Il en va de même pour les antifascistes inculpés en Allemagne ou les anarchistes en Grèce et en Italie.

L'Etat nucléaire n'a pas d'avenir de même que l'histoire nous enseigne qu'il n'y a pas de négociation avec les fascistes et pas de liberté sous le joug du capital. En France et ailleurs, il s'agit de renforcer la critique d'une incessante utilisation des lois antiterroristes contre les mouvements sociaux, car il de-

vient de plus en plus clair que les intérêts du capital sont ici défendus contre les libertés civiles et que les droits démocratiques sont bafoués de manière volontaire par l'Etat. La répression est l'expression d'une dérive autoritaire au sein d'un système, qui cherche des justifications pour les nouvelles lois sécuritaires et de contrôle face à la crise. Pour cela il s'entête à présenter un "ennemi à gauche", dont l'écho du dernier tir ne résonne plus depuis longtemps.

Rainer Günzel,
militant anti nucléaire

Plus d'informations sur la procédure sur burebure.info ainsi que nous sommes-tousdesmalfaiteurs.noblogs.org

Un appel à dons est lancé sur le site helloasso.com/associations/cacendr/collectes/en-soutien-au-proces-des-malfaiteurs-de-bure-1

RWANDA

Tout finit par se savoir

L'adage est aussi vrai pour les crimes auxquels le pouvoir français est associé au Rwanda, notamment le génocide qui a fait entre 800.000 et un million de victimes entre avril et juillet 1994 dans ce pays.

On savait depuis longtemps que l'exécutif français, à la tête duquel se trouvait alors François Mitterrand, avait pris fait et cause pour le parti des bourreaux et non des victimes, au moment où le génocide se déroulait. Des manifestations associatives (LDH, MRAP...) se déroulaient pendant les événements qui pointaient déjà la responsabilité des autorités françaises qui avaient choisi de soutenir le régime en place au Rwanda, organisateur du génocide. Ces choix étaient en bonne partie dus à Mitterrand en personne. Celui-ci, ancien ministre "de l'outremer" (autrement dit, des colonies) en 1950, était resté toute sa vie durant l'adepte d'une grille de lecture des politiques africaines qui découpait le continent en zones d'influence. Et il analysait le conflit au Rwanda, qui opposait un gouvernement qui adoptait des mesures racistes au nom des prétendus intérêts de la population Hutu (majoritaire), au mouvement de guérilla du Front Patriotique Rwandais (FPR, aujourd'hui au pouvoir à Kigali) s'appuyant essentiellement sur des membres de la minorité des Tutsi, cette dernière représentant environ 15 % de la population du Rwanda et du Burundi voisin, comme un complot des puissances anglo-saxonnes – qui soutenaient

selon lui le FPR – pour réduire la zone d'influence française.

Au cours de la dernière phase du génocide, Patrick de Saint-Exupéry, envoyé sur place par Le Figaro dont il était à l'époque rédacteur, avait assisté aux événements et observé les mouvements de l'armée française dont l'opération Turquoise avait été déclenchée le 22 juin 1994. Le journaliste avait pu constater que l'armée française avait trouvé des survivant·es du génocide sur la désormais fameuse colline de Bisesero – lieu où des milliers de rescapé·es avaient pu résister pendant des semaines aux tueurs – mais les avaient laissé·es seul·es entre les mains de leurs bourreaux pendant trois jours, avant de se résoudre d'y revenir. Début 1998, il publiera une série de quatre articles dans Le Figaro où il travaillait encore (avant de fonder plus tard la Revue XXI et de rédiger le livre L'inavouable sur la politique française au Rwanda*) qui soulignait clairement devant l'opinion publique le parti-pris des autorités françaises au moment du génocide. Une association comme Survie a toujours milité pour rendre publique cette vérité.

Aujourd'hui, une nouvelle publication, s'appuyant sur des éléments puisés dans les archives, vient à nouveau jeter une lu-

mière crue sur l'ombre qui entourait longtemps ces horreurs.

Le journal en ligne Mediapart a en effet publié, le 14 février 2021, un article de la plume de Fabrice Arfi qui relaie des recherches de François Graner, membre de l'association Survie et auteur de plusieurs livres sur les sujets liés au Rwanda. En juin 2020, le Conseil d'Etat avait forcé l'exécutif à permettre un accès aux archives laissées sous la présidence de François Mitterrand. François Graner y a puisé notamment un échange de télégrammes entre Yannick Gérard, ambassadeur français à Kigali, et le cabinet d'Alain Juppé, alors ministre des Affaires étrangères.

Gérard, conscient de qui étaient les génocidaires, avait notamment alerté le Quai d'Orsay sur la présence de leurs dirigeants dans la zone contrôlée par l'armée française dans le cadre de l'opération Turquoise. Il pointait notamment dans un télégramme du 10 juillet 1994 la responsabilité de Théodore Sindikubwabo, président du GIR ou "gouvernement intérimaire rwandais" – la direction politique pendant le génocide, gouvernement formé dans les locaux mêmes de l'ambassade de France à Kigali – en rappelant qu'il avait appelé personnellement à "l'élimination totale des Tutsi". Gérard proposera, concernant ces dirigeants, de "les arrêter ou de les mettre immédiatement en résidence surveillée". Or, Paris lui donnera des instructions contraires. Le 15 juillet 1994, Bernard Emié, alors conseiller d'Alain Juppé – et aujourd'hui dirigeant de la DGSE – lui intimerait de laisser ces dirigeants quitter discrètement la zone contrôlée par l'armée française, et suggérera à l'ambassadeur de s'appuyer sur des acteurs politiques africains "en ne vous exposant pas directement".

L'apport de ces nouveaux documents, outre qu'ils fournissent une nouvelle preuve de la couverture fournie par la France officielle aux génocidaires, consiste aussi à montrer l'implication directe de l'entourage d'Alain Juppé. En effet, la France avait alors un gouvernement de cohabitation, et l'essentiel de la responsabilité de la politique au Rwanda était jusqu'ici attribué à l'Elysée (Mitterrand et son conseiller Hubert Védrine). Leur responsabilité reste effectivement entière. Mais la droite, qui gouvernait alors sous la présidence mitterrandienne, y a activement participé.

Bernard Schmid

Docteur en droit et avocat au
barreau de Paris

Responsable du service
juridique du MRAP

* publié en 2004 aux éditions Les Arènes.